

L'attentat de Madrid, le samedi 30 décembre (deux morts et de nombreux blessés), revendiqué par l'ETA, consacre la rupture d'un cessez-le-feu qui avait créé de grands espoirs. Surmonter le blocage du processus de paix passe par la mobilisation pour les droits démocratiques.

Nous déplorons les pertes humaines causées par l'attentat de l'ETA du 30 décembre et nous nous solidarisons avec les victimes. L'ETA a commis une grave erreur en croyant que l'on peut créer ainsi de meilleures conditions pour dépasser le blocage dans lequel se trouve le processus de résolution du conflit basque.

Certes, les raisons ne manquent pas pour considérer que la principale responsabilité du blocage du processus incombe au gouvernement Zapatero, dont la rhétorique optimiste contrastait de plus en plus avec les concessions qu'il faisait au Parti populaire, à la droite médiatisée, à des secteurs significatifs du pouvoir judiciaire et à son propre parti. Il a ainsi différé l'adoption de mesures de détention complètement légales, comme le rapprochement des prisonniers d'Euskadi. Il n'a pas voulu abroger la loi criminalisant certains partis politiques, ni traiter la question des inculpés aux mains d'un tribunal d'exception, comme Iñaki de Juana, prisonnier en grève de la faim condamné pour avoir exercé sa liberté d'expression. Aucun pas en avant n'a été fait non plus pour créer un forum de partis pouvant débattre d'une solution politique susceptible de respecter le droit du peuple basque à décider de son futur.

Des initiatives comme celle des femmes basques, de sensibilités très différentes, qui se sont regroupées dans Ahotsak, montrent qu'il est possible d'avancer sur ce chemin. Elles assurent que « l'obtention de la paix est une exigence collective et une priorité politique » et qu'il faut « d'établir les garanties démocratiques nécessaires pour que ce que décide la société basque soit respecté et matérialisé ».

Ce qu'ont fait les femmes d'Ahotsak - nous espérons que cela continuera avec l'appui des réseaux qui se créent, comme à Barcelone et à Madrid - doit constituer un exemple et une référence sur d'autres lieux et d'autres secteurs de la société basque et espagnole. Pour cette tâche, les actions de l'ETA, comme celles du samedi 30 décembre, sont de trop et contreproductives. En revanche, l'implication des organisations syndicales et sociales est absolument nécessaire, ainsi que celle des forces de gauche qui, comme c'est le cas de IU-ICV (coalition de formations de gauche incluant le Parti communiste) ou de la Gauche républicaine catalane (ERC), se sont comportées passivement face aux initiatives du gouvernement. De plus, il est indispensable de promouvoir des actions de rue, en Euskadi et dans l'ensemble de l'État espagnol, rassemblant tous les citoyens partisans de l'extension des droits

## Euskadi: Après l'attentat

Écrit par L'équipe d'Espacio alternativo  
Vendredi, 19 Janvier 2007 02:00 -

---

démocratiques, d'une paix juste, du dialogue et de la négociation. D'autant que l'on assiste de nouveau à la mobilisation d'une droite disposée à exploiter politiquement le sentiment de rejet qu'ont créé cet attentat et les dommages subis par les victimes afin de continuer à bloquer le processus de paix et de renforcer le discours nationaliste espagnol, en confrontation ouverte avec la majorité de la société basque.

Face à la thèse dominante, qui réduit le conflit basque à un simple problème de violence pratiquée par l'ETA, il faut opposer un discours de défense des droits démocratiques et du droit à l'autodétermination des peuples. Il ne faut pas oublier que ce droit d'autodétermination des peuples est un droit démocratique légitime et indispensable, et que sa reconnaissance - loin de représenter une concession à un groupe armé - devrait être vue par l'ensemble des citoyens comme une extension positive de la démocratie de l'État espagnol, dont l'exercice effectif aurait pu contribuer à mettre un point final au « problème basque ».